

**LE FAIT DU JOUR**

Crise, chômage

Alerte jeunes

Pour éviter une explosion du chômage des moins de 25 ans, le gouvernement se mobilise avec l'annonce, hier, d'aides renforcées à l'embauche d'apprentis en attendant d'autres mesures d'ici à début juillet.

PAR BERANGÈRE LEPETIT
(AVEC DANIEL ROSENWEG)

LES 18-25 ANS seront-ils la génération sacrifiée de la crise économique ? Pour ces jeunes qui représentent près de 8 millions de personnes et 12 % de la population française, les conséquences de l'épidémie s'annoncent déjà douloureuses. « Cette génération va payer un fort tribut à cette crise. Au niveau de l'emploi, c'est déjà catastrophique. N'oublions pas que les jeunes sont surreprésentés dans les contrats courts. Ils risquent d'être les variables d'ajustement des entreprises dans les semaines et les mois à venir », alerte Mathieu Plane, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

Les chiffres sont alarmants. Sur les huit semaines de confinement, on a assisté en France à la destruction de... 620 000 emplois, pour la plupart des CDD ou des contrats intérimaires, d'après l'OFCE. Et l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que plus d'un jeune sur six a cessé de travailler depuis le début de la pandémie

de Covid-19 et ceux qui ont conservé leur emploi ont vu leur temps de travail diminuer de 23 %. Alors, l'angoisse monte tandis qu'approchent les vacances, qui ne s'accompagneront sans doute pas, cette année, de leur cohorte de jobs d'été saisonniers, essentiels pour de nombreux étudiants.

Une « priorité nationale » pour Bruno Le Maire

De fait, les jeunes avancent aujourd'hui dans le brouillard. « Je ressens beaucoup d'inquiétudes [...]. Nous voulons répondre à ces inquiétudes », annonce, dans nos colonnes, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Gabriel Attal, qui planche depuis le mois de mai, avec le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, sur un plan de relance spécifique destiné à cette génération en première ligne de la crise (*lire ci-contre*).

La question de l'emploi des jeunes est désormais une « priorité nationale », selon les mots de Bruno Le Maire. Hier, lors de sa rencontre à l'Élysée avec les partenaires sociaux, Emmanuel Macron a promis pour début juillet un

plan de protection de l'emploi des jeunes d'un coût global de plus de 1 milliard d'euros. Il a déjà confirmé qu'un important volet serait consacré aux 450 000 candidats à l'apprentissage qui redoutent de ne pas trouver de contrat dans les mois à venir.

Pour inciter à leur embauche, l'Etat versera aux entreprises, du 1^{er} juillet au 28 février 2021, une aide de 5 000 € pour chaque mineur et de 8 000 € pour chaque majeur inscrit. Aucune condition ne sera requise pour les entreprises de moins de 250 salariés, mais il y aura obligation d'atteindre 5 % de leur effectif en 2021 pour les plus de 250 salariés. Jusqu'à 20 ans, un apprenti ne coûtera donc rien à l'employeur et les candidats auront désormais six mois pour trouver un contrat.

Cela suffira-t-il à convaincre les entreprises de faire confiance aux jeunes ? « Pour dépasser cette crise, il faudra que les entreprises soient innovantes et imaginatives. Pour elles, cela peut aussi être une opportunité, un pari gagnant », veut déjà croire Estelle Barthélémy, cofondatrice du cabinet de recrute-



ment Mozaik RH. ■

INTERVIEW

Il n'y aura pas de génération sacrifiée

**GABRIEL ATTAL**SECRÉTAIRE D'ÉTAT
À LA JEUNESSE

LE SECRÉTAIRE d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse, Gabriel Attal, présente les grandes lignes du « plan jeunes » que prépare le gouvernement.

Vous planchez sur le plan de relance pour les jeunes que doit annoncer le gouvernement avant l'été. Quel en est l'objectif ?

Je ressens beaucoup d'inquiétude chez les jeunes, notamment ceux qui sont en forma-

tion ou qui ont du mal à joindre les deux bouts. 700 000 jeunes doivent entrer cette année sur le marché du travail. Derrière, ce sont 1,5 million de parents, 3 millions de grands-parents qui se posent des questions pour eux. Nous serons au rendez-vous pour répondre à ces inquiétudes : il n'y aura pas de génération sacrifiée. Ce que nous sommes en train de construire vise à faciliter la formation et l'entrée sur le marché du travail.

Vous ciblez l'apprentissage avant tout. Pourquoi ?

Depuis trois ans, grâce à Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, le gouvernement a réussi à faire décoller l'apprentissage en France. Près de 500 000 jeunes étaient en apprentissage en 2019, soit une augmentation de 16 %. Ils ne doivent pas être la variable d'ajustement dans la crise.

C'est le sens de la prime à l'embauche pour le recrutement d'apprentis, qui pourra aller jusqu'à 8 000 €, par jeune.

Que comptez-vous faire pour lutter contre la précarité étudiante ?

Une aide de 200 € est versée ces jours-ci aux étudiants et sera versée à 400 000 jeunes précaires de manière automatique autour du 15 juin.

En revanche, vous vous êtes exprimé contre l'extension du RSA aux moins de 25 ans.

Pourquoi ?

Des dispositifs conjuguant accompagnement financier et humain existent aujourd'hui, ils sont très efficaces. Je pense notamment à la garantie jeunes ou au PACEA (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie). Je crois que nous aidons davantage les jeunes en amplifiant ces dispositifs adaptés à chacun plutôt qu'en prenant une mesure générale sans contrepartie.

Le budget alloué au service civique va être revalorisé.

Pourquoi ce choix ?

Rien n'est acté mais, avec Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education nationale, nous explorons cette piste sérieusement. Le service civique a été mis en place pour accompagner la volonté d'engagement des jeunes. Durant le confinement, ils ont d'ailleurs montré leur envie d'être utiles. Depuis dix ans, le service civique s'est imposé comme un levier d'insertion dans l'emploi. Je pense qu'il pourrait être davantage déployé.

Outre l'apprentissage ou le service civique, comment comptez-vous aider les jeunes en recherche d'emploi ?

Je lance un appel aux entreprises au regard du soutien mas-

sif qui leur a été apporté pendant la crise : faites confiance aux jeunes ! L'Etat continuera à être à vos côtés. Il nous faut mobiliser tous les leviers. A cause du confinement, des milliers de jeunes n'ont pas pu faire de stage. Après la fin de leurs études, ça n'est plus possible. Nous pourrions prolonger le statut d'étudiant d'un semestre pour leur permettre d'étoffer leurs expériences.

Quand allez-vous remettre votre plan ?

Je rendrai ma copie au président et au Premier ministre avant la fin du mois, et il y aura des annonces très rapidement.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BÉRANGÈRE LEPETIT
ET AURÉLIE SIPOS**



Depuis dix ans, le service civique s'est imposé comme un levier d'insertion dans l'emploi



L.P. / ARIANO DI MONTIER



« Je croise les doigts »

Jérémie, 17 ans, en alternance à la SNCF, voit son avenir au sein de la compagnie remis en question par l'épidémie.

« IL NE FAUT PAS BAISSER les bras. J'espère encore ! », lance Jérémie d'un ton enjoué. Le jeune homme de 17 ans, scolarisé au CFA (centre de formation des apprentis) Saint-Lambert à Paris (XV^e), spécialisé dans les métiers du bâtiment, est un battant. Et même si les mois qui viennent sont encore incertains pour le jeune apprenti, qui rêverait de travailler à la SNCF, il ne laisse pas transparaître son inquiétude. L'épidémie de Covid-19 risque en effet de perturber quelque peu les projets qu'il caressait pour son avenir. Voilà des mois que Jérémie misait sur une embauche prochaine, à la rentrée, en CDI à la SNCF.

Des suppressions de postes envisagées

Ce qui aurait fait de lui, à peine majeur, le plus jeune embauché de l'entreprise ferroviaire publique française sur un poste de « surveillant de chantiers » qu'il occupe, de fait, en alternance à la gare Saint-Lazare depuis décembre 2018. « J'aime beaucoup, tant pour l'ambiance, l'esprit d'équipe, le fond du travail où il est à la fois question de gestion de patrimoine, d'infrastructures publiques, de gros œuvre », confie, enthousiaste, Jérémie, qui a été placé en

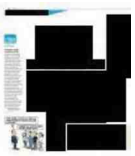
chômage partiel ces derniers mois comme l'ensemble de ses collègues.

Seulement voilà. « Le confinement a changé bien des choses, rapporte-t-il. Mon maître d'apprentissage avec qui j'ai pu discuter ces derniers jours m'a dit que rien n'était joué. » Pendant le confinement, la SNCF a dû interrompre de nombreux chantiers de réaménagement de gares sur lesquels travaillait Jérémie. Et le PDG de l'entreprise ferroviaire, Jean-Pierre Farandou, n'a pas caché qu'il envisageait des suppressions de postes à la suite de la crise sanitaire.

Une situation sociale qui risque de concerner en premier lieu ce jeune apprenti en contrat d'alternance, dernier maillon de la chaîne. Qu'à cela ne tienne. Jérémie a décidé de poursuivre ses études au CFA l'année prochaine en s'inscrivant en BTS si ses projets professionnels ne se concrétisent pas. « Je croise les doigts », confie-t-il néanmoins, plein d'espoir. **B.L.**



Le confinement a changé bien des choses



UNE IDÉE EN QUESTION

Un revenu de base dès 18 ans, chiche ?

ET SI ON VERSAIT, chaque mois, une somme d'argent à tous les jeunes à partir de 18 ans, quel que soit leur parcours ou leur niveau d'études pour les protéger face aux aléas de la vie ? Tel est le principe du revenu de base universel défendu par le candidat socialiste Benoît Hamon pendant la campagne

présidentielle de 2017, puis quelque peu oublié, avant de réapparaître ces dernières semaines dans le débat public. De fait, les jeunes ne sont éligibles à aucune aide sociale, le RSA n'étant accessible qu'à partir de 25 ans. Dès la mi-avril, dix-neuf présidents de département, parmi lesquels Jean-Luc Gleyze, le patron (PS) de la Gironde, lançaient



Illustration. L'Organisation internationale du travail estime que plus d'un jeune sur six en France n'a pas pu travailler depuis le début de la pandémie de Covid-19.

en chœur un cri d'alarme pour relancer l'idée d'un revenu de base dès 18 ans, notamment pour donner aux jeunes accès à un matelas financier dans le sillage de l'épidémie de Covid-19.

L'EXEMPLE ESPAGNOL

Début mai, c'était au tour de responsables associatifs de réclamer une alternative : l'élargissement du RSA

aux jeunes dès 18 ans car « un jeune sur cinq vit aujourd'hui en France sous le seuil de pauvreté », rappellent notamment Claire Hédon, la responsable d'ATD Quart-Monde, ou encore le député (ex-LREM) et président du Conseil national de l'habitat Aurélien Taché. Une proposition pour l'instant rejetée par le gouvernement.

Mais qui continue de faire florès dans le monde, au Japon, ou encore au Canada. Et même en Europe. Il y a quelques jours, le gouvernement espagnol du socialiste Pedro Sanchez a adopté l'idée d'un revenu minimum de base pour les familles les plus pauvres, fixé à 462 € par mois. « Cette crise sociale revient à se poser des questions. Il va falloir trouver

des palliatifs à la crise, dans le but de permettre aux jeunes de retrouver des parcours de vie stabilisés », soutient aussi Jean-Luc Gleyze. « Cela servirait d'amortisseur et permettrait aussi de prévenir les crises futures », renchérit Thierry Germain, consultant et coauteur d'une note publiée en mai sur le sujet par la Fondation Jean Jaurès, marquée à gauche. **B.L.**



Paris (XV^e), mercredi. Scolarisé au CFA Saint-Lambert, Jérémie est en alternance à la gare Saint-Lazare depuis décembre 2018.

LE P/PHILIPPE LAVIELLE